

# Faire la différence

## COLLECTE ET DISPONIBILITÉ D'ARMES EN RÉPUBLIQUE DU CONGO



Un garde appartenant à la milice Ninja dans Brazzaville.

© Associated Press/Adli Bradlow

Dans les années 1990, trois guerres ont dévasté la République du Congo. Le coût humain a été très élevé. Selon des informations prudentes, la dernière guerre entre 1998 et 1999 aurait directement causé la mort de 10 à 15'000 personnes, même si d'autres sources évoquent un bilan bien plus important. La disponibilité des armes légères ainsi que leur utilisation attentatoire ont été considérées par certains comme un facteur déterminant dans la radicalisation et le prolongement du conflit.

Le gouvernement de la République du Congo, conscient des menaces induites par cette grande accessibilité aux armes, a fait appel au PNUD et à l'OIM pour collecter les armes utilisées lors du dernier conflit, restées entre les mains de milices rebelles mais aussi pour réintégrer les anciens combattants. Ce projet mené entre 2000 et 2002 fut considéré par la plupart comme un succès.

A la fin des combats, le nombre total d'armes légères et de petits calibres en République de Congo était estimé entre 67'000 et 80'000. En 2003, les programmes de collecte avaient récupéré environ 28% du total.

Néanmoins, certains manques dans l'élaboration du projet sont venus altérer son efficacité: en particulier l'absence d'informations sur le nombre total des armes en circulation dans les différentes communautés, sur leur provenance, sur les trafics et sur les conséquences sur la sécurité des civils. Ni le PNUD ni l'OIM n'ont pu évaluer la quantité d'armes récupérées par rapport au nombre total, constater si leur action avait eu une incidence sur le trafic d'armes ou encore apprécier si le projet avait contribué à améliorer la sécurité des civils. Ce chapitre présente les conclusions d'une étude très complète menée par le Small Arms Survey pour l'OIM et le PNUD sur ces questions.

Il ressort de cette étude que:

- A la fin des combats, on estimait le nombre des armes légères et de petit calibre (non compris les grenades et autres engins explosifs) dans le pays entre 67'000 et 80'000.
- En 2003, l'OIM, le PNUD et le gouvernement auraient rassemblé 16'000 armes, soit environ 28% du total.
- Pendant les années 90, les dépôts d'armes appartenant à l'armée et à la police avaient entièrement été vidés. Entre 18'000 et 31'000 armes légères sont ainsi tombées entre les mains de différentes milices à travers le pays.
- Selon des estimations, la milice Cobra détenait environ 26'000 armes, les combattants Ninja environ 13'000 et la milice Cocoye environ 30'000.

Entre 1993 et 1997 et selon une estimation prudente s'appuyant uniquement sur des transferts confirmés, les belligérants seraient entrés en possession de 49'500 armes. Les transferts d'armes légères pourraient provenir d'Israël, d'Afrique du Sud, de Chine, de la République Démocratique du Congo, d'Angola, du Gabon et des pays d'Europe de l'Est.

Parmi ces chargements, il y avait d'importantes quantités de 'Shmel' RPO-A, des lance-flammes à roquettes extrêmement mortels dont les munitions thermobares du type Fuel Air Explosive ont une



Le Shmel, utilisant des munitions thermobares, représente un grave danger en République du Congo, d'autant plus qu'on en trouve encore même après la fin des combats.

© ICM/UNDP



© Associated Press/Jean-Marc Bouju

Des membres d'équipage d'avions russes sont incarcérés à la pointe noire: ils sont soupçonnés d'être des mercenaires et de transporter des armes.

Les armes sont entreposées dans différents types de caches, situées toujours dans des lieux proches des derniers combats avec une présence encore importante d'anciens belligérants. Les armes sont soit dans de petites caches (entre une et cinq armes), enveloppées dans des vêtements et enterrées dans les habitations d'anciens combattants, ou encore dans des caches de taille moyenne (entre cinq et dix armes) sous le contrôle de chefs d'anciennes milices ou enfin dans des dépôts (entre cent et quatre-cent armes) sous le contrôle de plusieurs milices. Contrairement aux autres caches, ces dépôts sont particulièrement bien gardés.

La milice Cobra possédait avant tout de petites caches tandis que la milice Ninja optait principalement pour des dépôts (y compris certains entièrement sous leur contrôle). La milice Cocoye ne privilégiait pas une catégorie de caches, elle pouvait en organiser de différentes tailles. Le groupe de chercheurs a constaté que les principaux types d'armes allaient depuis celles provenant de l'ancien bloc soviétique (en premier lieu les fusils d'assaut AK-47 et les modèles de fusils SKS) ainsi que les Galils israéliens et les Vectord R4/R5 d'Afrique du sud.

Il ne semble pas y avoir un marché d'armes prospère en République du Congo même si le pays est saturé d'armes, dévoré par la corruption et entouré d'autres pays avec une forte instabilité politique. Seul un commerce s'appuyant sur un réseau de petite envergure semble exister. Cette activité commerciale est principalement organisée depuis la République du Congo vers son important voisin du sud-est, la République Démocratique du Congo. Elle traverse la rivière du Congo et doit son dynamisme à de petits négociants d'armes occasionnels qui n'appartiennent pas à des réseaux ni à des structures organisées. Il subsiste un marché pour les armes militaires destinées au braconnage dans les réserves sauvages situées en République du Congo.

Même si l'objectif de l'action menée par l'OIM et le PNUD n'était pas de racheter les armes mais de promouvoir la réintégration par la collecte d'armes, ce programme a réellement incité les protagonistes à se procurer des armes pour pouvoir bénéficier de ce programme.

En mars 2002, de nouveaux combats ont éclaté dans le pays jusqu'à la fin avril 2003. Même s'il est prématuré pour tirer des conclusions, il semble que le programme de collecte d'armes en 2000-2002, en ayant réussi une collecte plus importante qu'initialement prévue, ait réussi à prévenir une violence supplémentaire. La situation actuelle semble idéale pour renouveler les efforts dans cette même direction, en renforçant la confiance dans le processus de paix, en retirant des armes de la société et en instaurant un climat de sécurité entre les différents acteurs.

puissance destructrice supérieure à celle de pièces d'artillerie de 122 mm. C'est dans ce contexte que l'on a vu ce type d'armes pour la première fois entre les mains d'acteurs autres que gouvernementaux.

Les armes sont entreposées dans différents types de caches, situées toujours dans des lieux proches des derniers combats avec une présence encore importante d'anciens belligérants. Les armes sont soit dans de petites caches (entre une et cinq armes), enveloppées dans des vêtements et enterrées dans les habitations d'anciens combattants, ou encore dans des caches de taille moyenne (entre cinq et dix armes) sous le contrôle de chefs d'anciennes milices ou enfin dans des dépôts (entre cent et quatre-cent armes) sous le contrôle de plusieurs milices. Contrairement aux autres caches, ces dépôts sont particulièrement bien gardés.

Bien que l'objectif de l'action menée par l'OIM et le PNUD n'était pas fondé sur le rachat des armements, il a incité les protagonistes à se procurer des armes pour pouvoir bénéficier de ce programme.

Carte 8.1 République du Congo

